



Comité Social d'administration spécial départemental de la Lozère

Vendredi 19 janvier à 8h30

**Pourquoi les organisations syndicales représentatives des personnels FSU,
FNEC-FP-FO et UNSA-Education de la Lozère boycottent ce CSA SD ?**

Monsieur l'Inspecteur,

Les organisations syndicales FSU, FNEC-FP-FO et UNSA-Education du département de la Lozère s'adressent à vous pour signifier leur sidération et leur colère devant les propos méprisants et calomnieux sur l'école publique tenus par la nouvelle Ministre de l'Education Nationale, propos qui ont choqué la communauté éducative dans son ensemble.

Nous ne pouvons accepter le mépris affiché pour le service public et pour le travail de tous ses personnels qui portent quotidiennement l'exigence de l'école républicaine auprès de tous les élèves. L'image qui est donnée, en creux, de nos établissements publics reprend les pires clichés : absentéisme des personnels, insécurité, faiblesse du niveau.

Or, non seulement le taux d'absence est faible dans notre profession, mais le manque de personnels remplaçant.es titulaires est lié à la politique de la majorité qui ne cesse de retirer des moyens à l'Ecole publique. Le manque de moyens alloués à notre département a eu pour conséquences ces trois dernières années l'ouverture nécessaire de 10 postes de remplaçant.e.s au détriment de postes classes.

Cela ne va pas s'améliorer avec la dotation en postes négative attribuée pour notre département à la rentrée scolaire prochaine. Trois postes en moins pour le 1^{er} degré et deux déjà fermés l'an dernier : la Lozère paie cette année encore le fort tribut du désengagement de l'Etat pour notre département hyper-rural.

De plus, au sein de notre département où le poids de l'enseignement privé demeure fort (30% des effectifs dans le 1^{er} degré), nous ne pouvons cautionner les propos de la Ministre. Nous affirmons que les élèves lozériens sont en sécurité dans nos écoles, collèges et lycées publics, qu'ils y trouvent un enseignement de qualité et y font l'expérience de la mixité sociale grâce au professionnalisme - confinant souvent au dévouement tant la dégradation des conditions de travail est tangible - dont font preuve les équipes éducatives de l'enseignement public, et ce, malgré les baisses de moyens dont elles sont victimes.

Nos organisations syndicales refusent les politiques de l'école du tri social du gouvernement Macron. Celles-ci sont à craindre même en Lozère : en effet, au sein des communes où co-existent une école publique et une école privée, l'Indice de Position Sociale entre 2016 et 2023, tend à baisser au sein des établissements publics et à augmenter au sein des établissements privés.

Dans l'attente d'une réaction publique forte de votre part, nous vous annonçons que nous ne siégerons pas ce matin en CSA SD.

Nos organisations syndicales continuent à exiger l'arrêt des suppressions de postes massives qui vont fortement dégrader les conditions d'enseignement des personnels et les conditions d'apprentissage des élèves, notamment les plus fragiles.

Les élu.es FSU, FNEC-FP-FO et UNSA-Education au CSA SD de la Lozère